



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mars 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, nos chercheurs publient, actualités des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 11\)](#)

Afrique, Asie du Sud, Europe de l'Est, pensée stratégique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



[À VENIR \(p. 15\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Note de recherche n° 35

« [Les Global Commons : Retour sur l'itinéraire d'un concept stratégique américain \(2009-2011\)](#) », par Jean-Loup SAMAAN, *Associate Professor d'études stratégiques au Collège de défense nationale des Émirats arabes unis.*

À partir de la fin 2008, le concept de *Global Commons* est devenu un élément phare de la réflexion stratégique au sein du département de la Défense américain. Représentant les zones du monde échappant au contrôle exclusif d'un État – la mer, l'espace, l'air et le cyberspace – et constituant le maillage du système international, les *Global Commons* feraient l'objet, selon les promoteurs de ce débat, de menaces croissantes (attaques cybernétiques, capacités de déni d'accès naval, terrorisme aérien, piraterie, etc.) contestant l'accès futur des États-Unis à ces espaces. Le concept se présentait ainsi comme une grille de lecture cohérente de l'environnement international des armées américaines et de leur emploi légitime pour sécuriser les quatre grandes voies de circulation de flux matériels et immatériels. Alors que l'administration OBAMA voulait clôturer le chapitre de la guerre contre le terrorisme (annonces de retrait d'Irak et d'un désengagement graduel d'Afghanistan suivies du pivot asiatique), cet assemblage consensuel a permis à ses initiateurs de mettre de l'ordre dans les rivalités bureaucratiques au sein de l'appareil militaire américain, entre la Navy, l'Air Force, l'Army et le Marine Corps, puis de défendre l'idée d'une nouvelle division du travail avec les pays alliés des États-Unis, en particulier au sein de l'OTAN.



Étude n° 49

[Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie](#), par Céline MARANGÉ, chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale.

Conçues en réaction à un environnement perçu comme hostile et incertain, les stratégies d'influence déployées par la Russie sont de nature défensive, bien que les pratiques qui en découlent soient très offensives. Cette Étude s'intéresse à la perception et la hiérarchie des menaces à travers un examen des déclarations pu-

bliques et une analyse comparée des documents de doctrine. Elle décrypte les représentations du monde qui fondent la posture stratégique des dirigeants russes. Elle démontre qu'une conception intégrale de l'influence prévaut aujourd'hui en Russie : « l'influence à distance, sans contact, sur l'adversaire devient le principal moyen d'atteindre ses objectifs de combat et d'opération », comme l'affirme le chef d'état-major Valery GERASIMOV. Par les cibles visées et les vecteurs privilégiés, les méthodes d'influence de la Russie s'inspirent tant des pratiques occidentales de *soft power* que de la tradition soviétique de subversion politique.

ÉVÉNEMENTS

3 mars : Journée d'études « 2030, la fin de la mondialisation ? »



Le 3 mars dernier, l'IRSEM a coorganisé avec l'Institut de stratégie comparée (ISC) une journée d'études consacrée à Hervé COUTAU-BÉGARIE (1956-2012) et, en particulier, à un petit livre publié en 2008 : *2030, la fin de la mondialisation ?* Hervé COUTAU-BÉGARIE était directeur d'études à l'EPHE et directeur du cours de stratégie à l'École de guerre et une des figures de proue de l'école française de pensée stratégique aux côtés de POIRIER, CASTEX, BEAUFRE, GALLOIS ou GÉRARDOT. Parmi son œuvre considérable, ce petit livre occupe une place originale. Il s'agit d'une version remaniée d'un rapport rédigé pour la Délégation aux affaires stratégiques – à laquelle a succédé la DGRIS – sur l'architecture de sécurité à l'horizon 2030. Hervé COUTAU-BÉGARIE y fait œuvre de prospective et sort de ses traditionnels champs de recherche. Il a donc semblé utile à l'IRSEM et à l'Institut de stratégie comparée de s'intéresser à cette œuvre singulière en réexaminant les perspectives dressées par

Hervé COUTAU-BÉGARIE il y a dix ans alors que le thème de la démondialisation agite de plus en plus le monde politique et économique.

2030, la fin de la mondialisation ? s'intéresse tout d'abord aux fondements de la prospective sur lesquels est revenu le professeur Georges-Henri SOUTOU, membre de l'Institut. En s'appuyant sur l'exemple de la chute du mur de Berlin et des signaux faibles l'ayant précédée, le directeur de l'ISC a montré toute la difficulté de l'exercice prospectif en matière de relations internationales. Les intervenants sont ensuite revenus sur une série de facteurs identifiés par Hervé COUTAU-BÉGARIE qui devaient, dans son esprit, contribuer à dessiner l'environnement stratégique de la France à l'horizon considéré : démographie, écologie, économie, facteur idéologique et religieux, terrorisme, menace de guerre, évolution du système international, transformation des outils militaires. Dans l'ensemble, les exposés ont montré que les grandes tendances brossées dans *2030, la fin de la mondialisation ?* s'étaient confirmées. Sylvain MONDON, chargé de mission à l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), a néanmoins prouvé que, par rapport à l'époque où l'ouvrage a été rédigé, la variante climatique ne pouvait plus être ignorée par les États car elle aura des conséquences certaines sur les équilibres stratégiques.

La Chine a fait également l'objet de nombreuses analyses, en particulier de la part de Valérie NIQUET, maître de recherche et responsable du pôle Asie de la FRS. Elle a notamment montré comment son ouverture avec la mondialisation constituait pour les princes rouges chinois un des moyens de se maintenir au pouvoir. Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, directeur de l'IRSEM, a fait de la Chine, à moyen terme, le *peer competitor* des États-Unis dans un ordre international s'organisant autour d'une nouvelle forme de bipolarité.

La dernière table ronde a envisagé la place de la France dans ce nouvel environnement stratégique à l'horizon 2030. Olivier ZAJEC, maître de conférences en science politique à l'université Lyon III, a proposé une définition de l'intérêt national français à l'horizon 2030 en rappelant que la défense d'un « mode de vie » ne saurait s'abstraire de la notion de civilisation, avant tout définie, comme l'écrivait BRAUDEL, par une aire géographique et une continuité temporelle. Enfin, Fabrice ROUBELAT a tenté de mesurer la capacité de la France à façonner son environnement stratégique avec son unique porte-avions dans un monde où de nombreuses puissances renforcent leurs capacités aéronavales.

Finalement, que faut-il penser de l'hypothèse d'Hervé COUTAU-BÉGARIE selon laquelle la multiplication des crises va conduire, à terme, à l'abandon de l'économie de marché telle qu'elle s'est construite depuis la fin du XIX^e siècle ? À l'issue de cette journée d'études, même si les avis ont été nuancés, il semble qu'un certain nombre d'indices – relevés pour certains par Hervé COUTAU-BÉGARIE lui-même – conduiraient, à travers une certaine forme de démondialisation, à un renforcement des États. Ce renouveau de l'État comme acteur principal des relations internationales peut par ailleurs redonner un second souffle au capitalisme dont les liens anciens avec celui-ci ont été décrits par Max WEBER et Fernand BRAUDEL.

8 mars : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? »



Elizabeth KINNE, Camille FROIDEVAUX-METTERIE, LCL Arnaud PLANIOL, CDT Céline PETETIN, Nathalie LEGRAND

L'IRSEM organisait, le mercredi 8 mars, date de la Journée internationale des droits des femmes, un colloque intitulé « Femmes militaires, et maintenant ? ». Organisée par le lieutenant-colonel PLANIOL, directeur par intérim du domaine Défense et société de l'IRSEM et introduite par le général ABAD, sous-directeur études et politiques de la Direction des ressources humaines de l'armée de Terre (DRHAT), la journée partait du constat que les femmes militaires sont désormais juridiquement intégrées, dans bon nombre d'armées occidentales, sans quasiment aucune restriction. Ce fut ainsi le thème de la première table ronde qui présenta le cas de trois pays : le Canada, la France et les États-Unis.

En dépit du fait que la France dispose de l'une des armées les plus féminisées au monde, et malgré les importants progrès accomplis ces quinze dernières années, des efforts doivent encore être consentis par les armées françaises afin de renforcer l'égalité professionnelle dans ses

rangs. Cela passe, entre autres, par la prise en compte des complémentarités hommes-femmes, et notamment de l'impact que cela peut avoir en opérations. C'est ce que deux médecins chercheurs de l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) ont rappelé lors de la deuxième table ronde.

Si pour beaucoup de femmes militaires, l'équité est avant tout assurée par le système des grades et des examens, la question qui se pose désormais est de savoir comment faire pour offrir à la majorité d'entre elles, et non pas seulement à quelques femmes-symboles, une égalité effective en termes de parcours professionnel. C'est ce que s'efforce de faire le ministère de la Défense, comme l'a montré la troisième table ronde, qui a vu se confronter les visions institutionnelle, associative et privée sur cette question.

Une quatrième et dernière table ronde a permis à un certain nombre de femmes officiers des différentes armées et services de témoigner de leur parcours professionnel et des défis qu'elles avaient dû relever pour réussir à conjuguer leurs vies professionnelle et privée.

Enfin, le Dr Claude WEBER, maître de conférences en sociologie aux écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, assura la conclusion scientifique de la journée, avant de laisser la parole à Mme Patrica ADAM, présidente de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, pour l'allocution de clôture.

Toutes les questions liées à l'égalité professionnelle hommes-femmes sont des sujets sensibles car elles peuvent vite amener à des prises de position très arrêtées. L'objet de ce colloque n'était pas d'être une tribune de ces opinions tranchées mais bien de contribuer au débat et à la réflexion sur le sujet de la présence des femmes dans les armées ainsi que sur cette notion d'égalité professionnelle. Pour ce faire, il semblait important de mettre en avant les bonnes pratiques qui existent, que cela soit dans d'autres pays ou dans le privé, tout en rappelant, dans un souci pédagogique constant nécessaire, ce que les femmes militaires apportent aux armées.

Vous aurez très prochainement la possibilité de retrouver l'intégralité des tables rondes en vidéo sur Intradef et Internet. Par ailleurs, cette journée fera l'objet, d'ici l'été prochain, d'une publication sous forme d'actes de colloque dans un cahier thématique spécial de la *Revue Défense Nationale*.

9 mars : *Military Balance 2017*

Pierre RAZOUX, Ben BARRY, Nick CHILDS, Lucie BÉRAUD-SUDREAU, Hugo MEIJER

Pour la première fois depuis une trentaine d'années, la revue de référence *Military Balance* a fait l'objet d'une présentation officielle en France. En partenariat avec l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'IRSEM a organisé, le 9 mars 2017, le lancement parisien du dernier volume du *Military Balance* sur les capacités militaires mondiales en 2017 ainsi que de la nouvelle base de données en ligne *Military Balance+*. Celle-ci permet de visualiser, comparer et télécharger instantanément des informations sur les forces, les équipements, et les budgets de Défense de 170 pays. Après les propos introductifs de Pierre RAZOUX (directeur de recherche à l'IRSEM) et François HEISBOURG (président de l'IISS), une équipe de chercheurs de l'IISS a présenté les principaux résultats du *Military Balance 2017* et les tendances mondiales en matière de politique de Défense, de capacités militaires et d'économie de Défense – ainsi que la nouvelle base de données (Lucie BÉRAUD-SUDREAU spécialiste des questions d'armement et économie de défense et Nick CHILDS, spécialiste de questions navales et de sécurité maritime). Hugo MEIJER, chercheur à l'IRSEM (chercheur États-Unis et relations transatlantiques) a modéré la discussion.

10 mars : Séminaire « Boko Haram au Nord Cameroun » avec Thierry VIRCOULON



Séminaire autour de Thierry VIRCOULON
Vendredi 10 mars 2017
Ecole militaire - Paris

Thierry VIRCOULON

S'appuyant sur ses récentes observations, Thierry VIRCOULON, chercheur à l'IFRI, a présenté un état des lieux de Boko Haram au Nord Cameroun, se livrant au constat de la dynamique de conflit en 2017, à l'analyse des causes de son accalmie et aux hypothèses de son évolution. Dans la « zone sahélienne du Cameroun », articulée autour des villes de Maroua et Kousséri, le conflit serait dans sa « quatrième phase », après la maturation de Boko Haram dans l'ignorance du gouvernement (2011-2013), le moment de surprise face aux attaques (2014), et la période de contre-offensive, au moyen de renforts militaires substantiels et d'un conflit de basse intensité (2015). L'année 2016 se caractérise par une diminution du nombre d'attaques avec un « effet saisonnier de la conflictualité », une délimitation de la crise à la zone frontalière, une hausse des désertions, et une efficacité terroriste en perte de vitesse. À l'origine de cette évolution se trouvent trois facteurs :

- Les opérations du dispositif de sécurité dans l'Extrême-Nord, avec notamment la Multinational Joint Task Force, appuyées par les actions de la gendarmerie et des comités de vigilance.

- La désaffection de la population, désavouant Boko Haram en raison de sa « politique de la terre brûlée ».

La crise interne du mouvement, divisé idéologiquement et institutionnellement entre Abou Mosab AL-BARNAOUI et Abubakar SHEKAU.

- Le conflit laisse derrière lui une économie déprimée, un réseau routier problématique, une industrie du coton et un commerce transfrontalier ébranlés. L'année 2017 pourrait réserver au Cameroun l'affaiblissement général

de Boko Haram ou seulement celui de SHEKAU, bien qu'il soit permis de craindre une situation stagnante, sinon même un « virage stratégique », le groupe remplaçant, par exemple, son action de guérilla classique par des actes terroristes.

10 mars : Conférence *Driving European Defence* avec Alice PANNIER



Conférence *Driving European Defence*

Le 10 mars s'est tenue, à la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Berlin, une journée consacrée à l'avenir de la Défense européenne, coorganisée par la FES, l'IRSEM et *Friends of Europe*. La journée comprenait deux tables rondes autour du thème « France and Germany: Driving European Defence ». Côté français, ont participé l'Ambassadeur à Berlin Philippe ÉTIENNE, l'Ambassadeur de France et ancien secrétaire adjoint du Service d'action extérieur de l'UE (SEAE) Alain LE ROY, l'ancien Ambassadeur de France à l'OTAN et vice-président de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) Benoît D'ABOVILLE ainsi qu'Alice PANNIER, post-doctorante à l'IRSEM. Les débats se sont organisés en deux tables rondes, la première était consacrée aux enjeux liés au contexte de forte imprévisibilité politique et stratégique et la seconde aux enjeux de la mise en œuvre de la coopération de Défense en Europe.

Lors du premier panel, le journaliste britannique Paul TAYLOR a d'abord présenté les types de menaces auxquelles fait face l'UE actuellement. Il a fait remarquer que si la France et l'Allemagne identifient bien les mêmes menaces, les ordres de priorité diffèrent. Concernant le rôle de l'Allemagne, le représentant du Parti socialiste allemand (SPD), Niels ANNEN, a remarqué que seule une vingtaine de députés allemands s'était opposée au déploiement allemand au Mali lors du vote au Bundestag,

reflétant une évolution dans la posture allemande vis-à-vis de la force armée. Philippe ÉTIENNE a ensuite souligné la nécessité d'adopter une approche pragmatique et a appelé à éviter les débats théoriques tels que celui au sujet d'une hypothétique « armée européenne ». Il a notamment proposé de repenser les partenariats de l'UE en matière de Défense : l'UE pourrait bénéficier d'une meilleure collaboration avec l'OTAN sur les enjeux cyber et maritimes et doit définir un nouveau type de partenariat avec le Royaume-Uni. Enfin, le représentant du SEAE, Alfredo CONTE, a soulevé la nécessité, face à la variété des perceptions des menaces, de développer des outils flexibles comme la Coopération structurée permanente (CSP) tout en maintenant un socle fort de principes et valeurs communs.

Dans le deuxième panel, consacré à la mise en œuvre, Claudia MAYOR (Stiftung für Wissenschaft und Politik) a averti de la nécessité de bien définir quel est l'objectif final recherché de la « Défense » européenne, contrastant les missions de contre-piraterie menées au large de la Somalie et les enjeux de défense territoriale. Le représentant du SPD Hans-Peter BARTELS, a de son côté, pris des positions assez fermes à l'encontre de la volonté – illusoire – d'une indépendance stratégique française qui met en péril les ambitions d'intégration régionales justement discutées. La suggestion a ensuite été faite par Alain LE ROY d'utiliser l'année blanche qui se présente, en raison des élections en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, pour que les experts produisent des idées nouvelles pour les prochains gouvernements, afin de leur donner des options parmi lesquelles choisir quand ils arriveront au pouvoir. L'Ambassadeur a également suggéré de clarifier la relation de l'UE avec le Royaume-Uni sur les questions de Défense (et notamment le marché européen de Défense) avant de commencer la CSP. Alice PANNIER a ensuite apporté un éclairage sur les leçons à tirer des initiatives franco-britannique et franco-allemande. Celles-ci ont des caractéristiques concrètes très différentes mais sont toutes les deux confrontées à la difficile articulation entre l'échelon bilatéral et l'échelon multilatéral, une meilleure coordination entre les deux « duos » est nécessaire.

Dans l'ensemble, les débats ont, d'une part, souligné la nécessité d'un pragmatisme dans l'approche et d'une flexibilité dans les instruments de la Défense européenne. Cela doit notamment se traduire par la valorisation des initiatives « bottom up » qui, comme la coopération militaire germano-néerlandaise, tendent à produire plus d'effets concrets que les initiatives plus politiques. Les échanges ont également soulevé les débats qui animent

le SPD entre la branche la plus réticente face à l'emploi de la force militaire et un versant plus enclin à considérer les déploiements sur le terrain.

Enfin, les débats se sont clos autour de la nécessité d'un accord trilatéral entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne afin d'affirmer leur engagement à coopérer dans ce contexte changeant.

16 mars : Séminaire « US National Interests in Sub-Saharan Africa » avec Jason WARNER



Jason WARNER et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Dans un « briefing plutôt qu'une présentation », Jason WARNER (*Assistant Professor* au Combatting Terrorism Center et au département de sciences sociales à l'Académie militaire de Westpoint) décrit trois traits saillants qu'il voit dans les principaux intérêts américains en Afrique sub-saharienne : l'attention croissante pour la zone depuis le 11 septembre, son lien avec le terrorisme transnational, motif majeur de la sécurité nationale, et les changements à attendre du nouveau président.

Née d'un « post cold war Africa security paradox », la politique du « light footprint » s'oppose à l'action institutionnalisée de la France. Elle se fonde sur une coopération avec les organisations pour la paix et la sécurité comme l'African Union Mission in Somalia (AMISOM) et les communautés économiques régionales (Economic Community Of West African States–ECOWAS), ainsi que sur les alliances, de plus en plus concentrées sur l'Afrique de l'Est et de l'Ouest. En augmentation continue, l'immigration vers les États-Unis reste une question centrale, avec les *Executive Orders* de janvier et mars 2017, tous deux bloqués. Si ces différents aspects n'annoncent pas de bouleversements, le « big shift » se situe dans les coupes budgétaires probables des politiques de déve-

loppement (President's Emergency Plan for AIDS Relief–PEPFAR, Power Africa, African Growth Opportunities Act–AGOA). En lien direct avec le terrorisme, crime transnational organisé et cybercrime demeurent primordiaux, avec une prise en compte des vols d'identité, chantages, fuites de secrets d'État et « electronic waste ». La lutte contre le « Youth Bulge », facteur de radicalisation, passe par un encouragement du secteur privé tandis que le dernier défi envisagé, l'émergence de nouvelles mégapoles africaines (Luanda, Johannesburg, Dar es Salaam), ne fait pas l'objet de politiques claires.

16 mars : Atelier « Simulation-Wargame » avec Pierre RAZOUX

Pierre RAZOUX, directeur de recherche à l'IRSEM, a lancé la première séance d'un atelier « Simulation-Wargame » au profit d'un groupe de stagiaires volontaires de l'École de guerre, pour les faire réfléchir sur les nombreux bénéfices pédagogiques et méthodologiques des *wargames* appliqués à l'analyse et à la compréhension des conflits contemporains. Cette première séance, consacrée au thème de la lutte contre Daech (niveaux stratégique et opératif), a permis aux stagiaires volontaires de l'École de guerre mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des acteurs engagés aujourd'hui sur le terrain en Irak et en Syrie. Elle sera suivie par d'autres séances qui se dérouleront régulièrement tout au long de la scolarité. Compte tenu de l'enthousiasme des participants, cet atelier sera bientôt ouvert aux chercheurs et jeunes chercheurs de l'IRSEM, de même qu'aux cadres présents sur le site de l'École militaire et aux membres de l'AEGES qui souhaiteraient y participer. À terme, l'un des buts de cet atelier consiste à permettre aux participants de créer leur propre *wargame* pour modéliser de manière simple et efficace la crise ou le conflit de leur choix, tout en explorant le champ des possibles et en testant des stratégies alternatives.

22 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs avec Jean-Vincent HOLEINDRE



Jean-Vincent HOLEINDRE et Astrid VON BUSEKIST

Le séminaire mensuel des Jeunes Chercheurs est organisé par le SHD et l'IRSEM, représentés respectivement par les Professeurs Hervé DRÉVILLON, conseiller scientifique du SHD, et Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM. Le thème annuel est : conflits et territoires. Dans le cadre de ce thème, le séminaire a reçu Astrid VON BUSEKIST, professeure de théorie politique à Sciences Po, autour de son dernier livre paru chez Albin Michel, *Portes et Murs. Des frontières en démocratie*. L'ouvrage aborde les questions des portes et des murs qui structurent les espaces publics et privés dans les démocraties, à partir du cas du érouv, une frontière créée pour permettre aux juifs de respecter les zones d'interdiction de Shabbat. L'exposé, passionnant, a donné lieu à une discussion sur la répartition des érouv dans différentes villes du monde et sur la dimension géopolitique de ces frontières presque immatérielles. Durant la seconde partie du séminaire, Mehdi BERRIAH a présenté sa thèse d'histoire médiévale en cours sur « La guerre chez les Mamelouks : théorie, pratique, idéologie (1250-1400) ». Les Mamelouks étaient considérés comme des guerriers d'élite dans l'Islam médiéval, formés par un entraînement militaire durant plusieurs années. La thèse aborde, non seulement l'action militaire des Mamelouks durant les Croisades, mais également les tactiques et les stratégies mises en place qui reposaient essentiellement sur la terre et négligeaient la mer. Mehdi BERRIAH a répondu aux nombreuses questions de l'assistance, notamment des questions portant sur l'éthique de la guerre propre aux Mamelouks ainsi que l'articulation de la guerre et de la politique dans le pouvoir mamelouk. Ce séminaire, dans l'ensemble, a bien montré la fécondité des croise-

ments disciplinaires, notamment entre l'histoire, le droit et la science politique.

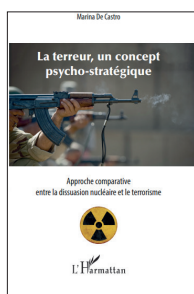
30-31 mars : Colloque international « Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017) »

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l'IRSEM ont organisé à Montpellier un colloque international sur l'Asie du Sud-Est au prisme de la rivalité sino-américaine, pendant et depuis la guerre froide. Les dix membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) fêteront, à l'été 2017, le cinquantième anniversaire de la seule organisation régionale exclusivement asiatique qui ait survécu à la fin de la Guerre froide. Les ministres des Affaires étrangères de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande, en avaient signé l'acte de naissance à Bangkok, le 8 août 1967, avec l'espoir de pacifier leurs relations et de consolider des structures stato-nationales encore fragiles, tout en se protégeant contre une possible extension de la guerre qui déchirait alors le Viêt Nam. Cette guerre avait commencé comme un conflit de décolonisation classique entre la puissance coloniale française et le Vietminh, front politique dominé par le parti communiste vietnamien. Toutefois, elle s'est insérée progressivement, à partir de 1947, dans le cadre si particulier de l'affrontement bipolaire de Guerre froide qui allait imprimer sa marque sur toute la région pendant plus de quatre décennies.

Traversée par de profondes rivalités de puissances et de pouvoirs, l'Asie du Sud-Est a connu alors les conflits les plus longs et les plus coûteux de la Guerre froide – guerres interétatiques, certes, mais aussi guerres civiles, violences de masse, souvent occultées par la longue, coûteuse et très médiatique guerre américano-vietnamienne. La conversion de la Chine de Deng XIAOPING au libéralisme économique, en 1978, puis le retrait soviétique de la région annoncé par Mikhaïl GORBATCHEV dans son discours de Vladivostok, en 1986, et l'adoption la même année de la politique du *Doi Moi* (« renouveau ») par les dirigeants vietnamiens, créèrent les conditions du retour de la paix. Les troupes vietnamiennes retirées du Cambodge, ce dernier étant lancé dans un processus de reconstruction politique avec l'aide de l'ONU, plus rien ne s'opposait, dans les années 1990, à l'intégration des ennemis communistes d'hier dans l'ASEAN. Tandis qu'elle trouvait enfin son unité géographique en accueillant cinq nouveaux membres (successivement Brunei, la Birmanie et le Laos, le Viêt Nam puis le Cambodge),

l'Asie du Sud-Est était courtisée par une Chine alors en pleine ascension mais également par les États-Unis, eux-mêmes confrontés depuis les années 2000 aux affres de la « guerre contre le terrorisme ». La région est redevenue l'objet des rivalités entre grandes puissances et puissances régionales. Parviendra-t-elle à rester une « zone de paix, de liberté et de neutralité », selon le vœu formulé dès 1971 par les cinq fondateurs de l'ASEAN ? La nouvelle étape franchie fin 2015 en faveur d'une organisation régionale reposant sur trois piliers – politico-sécuritaire, économique et socioculturel –, n'a pu atténuer les inquiétudes liées à la formidable montée en puissance de la Chine et à l'affirmation plus décomplexée de ses prétentions territoriales, notamment en mer de Chine méridionale, que les États-Unis, pressés par certains États riverains, entendent à tout le moins atténuer. Les progrès de l'ASEAN n'ont donc pas empêché ses États membres de nouer des partenariats privilégiés avec d'autres puissances ni d'accélérer leurs efforts de modernisation militaire. Plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont participé à ce colloque : Marianne PÉRONDOISE sur « La régionalisation maritime en Asie du Sud-Est : l'exemple de l'accord ReCAP », Juliette GENEVAZ sur « Les réformes militaires chinoises au miroir des États-Unis », Hugo MEIJER sur la « Sécurité en réseaux : la politique de défense américaine en Asie du Sud-Est et Benoît de TRÉGLODÉ sur « Viêt Nam-Chine, souveraineté et coopération maritime, quelles ambiguïtés ? ».

NOS CHERCHEURS PUBLIENT

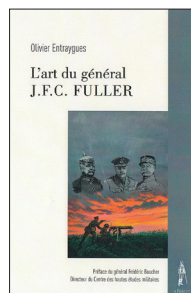


La Terreur. Un concept psycho-stratégique

Marina DE CASTRO, L'Harmattan, 106 p., mars 2017, 13 €.

Cet ouvrage tente de comparer la dissuasion nucléaire et le terrorisme à travers le prisme de la terreur. Même si ces deux notions peuvent, de prime

abord, paraître diamétralement opposées, elles revêtent néanmoins bon nombre de similitudes. La terreur est un véritable concept psycho-stratégique, à la fois légitimée lorsqu'elle émane de l'État et paradoxalement réprimée lorsqu'elle procède d'entités sub-étatiques. Par cette approche comparative, tentons aujourd'hui de mieux comprendre la terreur qui s'est emparée de nos sociétés afin de mieux pouvoir la combattre demain.



L'Art du général J.F.C. FULLER

LCL Olivier ENTRAYGUES, Le Polémarque, mars 2017, 15 €

Officier général, britannique, intellectuel, militaire rebelle, hérétique, iconoclaste, occultiste, progermanique, fasciste, antisémite, non-conformiste, agitateur d'idées, provocateur, journaliste, historien, politicien et philosophe le major-général J.F.C. FULLER doit être considéré comme le véritable prophète de la Blitzkrieg et le chef de file de la pensée militaire moderne née de la Grande Guerre.

À partir de nouvelles traductions des écrits militaires du Britannique, l'auteur présente une série de quatre ouvrages, traduction intégrale et commentée, de quatre thématiques développées dans le corpus légué par le major-général J.F.C. FULLER. Le deuxième opus de cette série a pour thème l'art du général. Écrit en 1928, cet ouvrage caustique constitue une gifle adressée au haut commandement britannique, à HAIG et par ricochets à FOCH.

ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



Delphine ALLÈS

- Coorganisation du panel « Conceptual Innovations in the Study of Religion and World Politics », International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 24 février 2017.

- Présentation de l'article « Dialoguing Ambiguities », International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 24 février 2017.

- Présentation de l'article « The State and Military Sources of Comprehensive Security in Southeast Asia », International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 24 février 2017.

- Interview « Les relations Malaisie – Corée du Nord », *BBC Afrique*, 8 mars 2017.

- Interview « L'implantation de l'État islamique en Indonésie », *Radio Vatican*, 9 mars 2017.



LCL Olivier ENTRAYGUES

- Présentation de ses ouvrages *L'Art du général J.F.C. Fuller*, Le Polémarque, 2017, 224 p., et *Formes de guerre, stratégies et déclin de l'Occident*, Economica, 2014, 192 p., au Salon du Livre de Paris, 24 mars 2017.



Juliette GENEVAZ

- Conférence « Les réformes militaires chinoises au miroir des États-Unis », colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, Montpellier, 30-31 mars 2017.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation à la journée d'étude du réseau Sociologie des conflits et Sociologie du militaire coordonné par Sébastien Jakubowski et Nicolas Amadio, Paris, Association française de sociologie, 9 mars 2017.

- Organisation et animation de la conférence « Le Rendez-vous des politistes » sur les enjeux internationaux et stratégiques de l'élection présidentielle, Paris, Université Panthéon-Assas, 16 mars 2017.

- Animation du séminaire « Jeunes Chercheurs », Paris, IRSEM-SHD, 22 mars 2017.

- Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Paris, Centre Raymond-Aron, EHESS, 22 mars 2017.

- Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie* au séminaire de théorie politique de Sciences Po, Paris, 23 mars 2017.



Barbara JANKOWSKI

- Article « Armée et religion en Pologne », *Bulletin*, 5, Observatoire international du religieux, février 2017, p. 3-5.

- Séminaire « L'influence des chefs militaires dans les processus décisionnels », Sociologie du militaire et sociologie des conflits, AFS, Strasbourg, 10 mars 2017.

- Interview « [Rétablir le service militaire : est-ce réaliste ?](#) », La Question du jour, *France Culture*, 9 mars 2017.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « [Les dix principaux enjeux de défense du prochain quinquennat](#) », *Défense & Sécurité internationale*, mars-avril 2017, p. 40-44.

- Conférence « Les défis éthiques de l'utilisation des drones dans les opérations de paix de l'ONU », séminaire *Les nouvelles technologies au service des opérations de paix de l'ONU*, représentation permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), New York, États-Unis, 22 mars 2017.

- Discutant du général Michel YAKOVLEFF, sur « La Russie à travers le prisme OTAN », Chaire Grands enjeux stratégiques contemporains, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 6 mars 2017.

- Conférence « Les mutations de l'ordre international », journée d'études *2030, la fin de la mondialisation ? d'Hervé COUTAU-BÉGARIE : bilans et perspectives*, IRSEM-ISC, École militaire, 3 mars 2017.

- Auditionné par le Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM) dans le cadre de la préparation de son onzième rapport sur *L'Attractivité de la fonction militaire*, Conseil d'État, 1^{er} mars 2017.



Sonia LE GOURIELLEC

- Organisation et modération de la conférence « U.S. National Security Strategy in Africa: Past, Present, and Future » par Jason WARNER, Sciences Po, Reims, 13 mars 2017.

- Interview « 20 millions de personnes menacées par la famine : questions sur une crise humanitaire », *L'Invité des Matins*, *France Culture*, 28 février 2017.

- Interview « La visite discrète et controversée du président djiboutien en France », *RFI*, 27 février 2017.

- Interview « Que dit la visite du président GUELLEH des relations franco-djiboutiennes ? », *RFI*, 1^{er} mars 2017.

- Interview « L'avenir de Djibouti s'écrit avec la Chine », *Les Échos*, 1^{er} mars 2017.

- Interview « Corne de l'Afrique. Le nouveau rôle international de Djibouti », Les Enjeux internationaux, *France Culture*, 1^{er} mars 2017.



Céline MARANGÉ

- Conférence « Grande stratégie russe », table ronde *Comparative Grand Strategies: Great Powers*, International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 22-24 février 2017.



Hugo MEIJER

- Conférence « Sécurité en réseaux : la politique de défense américaine en Asie du Sud-Est », colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3,

30-31 mars 2017.



Alice PANNIER

- Participation avec Antoine BONDAZ et Olivier SCHMITT au « Young Professionals Day », Allied Command Transformation-ISS, Budapest, 21 mars 2017.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article « [L'administration Trump découvre l'Asie : vers l'Orient compliqué...](#) », *The Conversation*, 22 mars 2017.

- Colloque, « L'administration Trump telle qu'elle est perçue, perspectives asiatiques », Centre d'enseignement militaire supérieur Air, Paris, 24 mars 2017.

- Conférence « Regional Order and maritime security in Asia Pacific », European Council on Foreign Relations, Paris, 6 mars 2017.

- Conférence « The Challenges of Securing Maritime Areas for the EU », IHEDN, Bruxelles, 16 mars 2017.

- Conférence « European Crisis Management in the Asia Pacific », RUSI, Londres, 22 mars 2017.

- Conférence « La régionalisation maritime en Asie du Sud-Est : l'exemple de l'accord ReCaap », colloque inter-

national *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, Montpellier, 30-31 mars 2017.

- Séminaire « Enjeux stratégiques et relations internationales en Asie », Université du Capitole, Toulouse, 2-3 mars 2017.



LCL Arnaud PLANIOL

- Conférence « Intégration complète des femmes dans les armées américaines : où en sommes-nous un après ? », colloque « Femmes militaires, et maintenant ? », IRSEM, Paris, 8 mars 2017.

- Conférence « The Donald Trump Election: Impact on the US Defense? », Sciences Po Défense et Stratégie, Paris, 21 mars 2017.

- Conférence « Impact de l'élection de Donald Trump sur la politique de défense américaine », CEMS Air, Paris, 24 mars 2017.

- Conférence « Les blogs de défense en France », colloque « Information et Géopolitique », Paris 1 ENS Ulm, Paris, 24 mars 2017.

- Interview « Les militaires en position de force dans l'administration Trump », *RFI*, 3 mars 2017.



Pierre RAZOUX

- Auteur de la préface scientifique du livre *I, Who Did Not Die. A Sweeping Story of Loss, redemption and fate during the Iran-Iraq War* de Meredith MAY, Zahed HAFTLANG et Najah ABOUD, Regan Arts, 274 p.

- Conférence « Les perspectives d'évolution de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient », 11^e session internationale euro-méditerranéenne de l'IHEDN, Paris, 6 mars 2017.

- Conférence « Les conséquences stratégiques du BREXIT », Bourgogne de l'IHEDN, Dijon, 9 mars 2017.

- Conférence « Tour d'horizon des évolutions géopolitiques au Moyen-Orient », DEMS, Paris, 21 mars 2017.

- Conférence « Le combat interarmes appliqué aux guerres israélo-arabes », dans le cadre des conférences de formation de l'EDG (CSIA), Paris, 21 mars 2017.

- Conférence « Les fondamentaux de la guerre dans le désert », dans le cadre des conférences de formation de l'EDG (CSIA), Paris, 30 mars 2017.

- Participation au séminaire stratégique « Projecting Stability on the NATO Southern Neighbourhood » Collège de défense de l'OTAN (NDC) et l'Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome, 14 mars 2017.

- Animation de l'atelier « Simulation-Wargame » sur le thème de la lutte contre Daech (niveaux stratégique et opératif), École de guerre, Paris, 16 mars 2017.

- Interview « Moscou a testé en Syrie ses armes les plus modernes », *Le Figaro*, 16 mars 2017.

- Interview « La Russie au Moyen-Orient et en Méditerranée », Géopolitique, *RFI-LEDG (DEMS)*, 17 mars 2017.

- Interview « Le nouveau rôle de la Russie au Moyen-Orient », Géopolitique, *RFI*, École de guerre, 17 mars 2017.



Elyamine SETTOUL

- Article « La diversité religieuse comme ressource opérationnelle : un impensé de la sociologie militaire française ? », *Bulletin*, 5, Observatoire international du religieux, février 2017, p. 6-8.

- Conférence « Projecting Stability on NATO Southern Neighbourhood », Collège de Défense de l'OTAN, Rome, 13-14 mars 2017.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence « Viêt Nam-Chine, souveraineté et coopération maritime, quelles ambiguïtés ? », colloque international, colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 30-31 mars 2017.



Denis TULL

- Conférence « The Future of Peace Operations », atelier « African Futures »
- Horizon 2025, EUISS, Paris, 21 mars 2017.

VEILLE SCIENTIFIQUE

AFRIQUE

Judith VERWEIJEN, « [Strange Battlefield Fellows: The Diagonal Interoperability Between Blue Helmets and the Congolese Army](#) », *International Peacekeeping*, 14 mars 2017, p. 1-25.

Cet article examine un sujet négligé mais important, celui de savoir quelles sont les relations entre les Casques bleus et les militaires du pays dans lequel ils interviennent. Cette question est loin d'être anodine dans la mesure où les Casques bleus et ces militaires sont censés coopérer de plus en plus étroitement. Dans ce cas d'étude, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO) est mandatée pour entreprendre des opérations militaires conjointes avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). De plus, elle est aussi censée appuyer la réforme du secteur de sécurité qui inclut l'armée. VERWEIJEN met en avant la perception mutuelle des soldats congolais et des militaires onusiens, en l'occurrence des Casques bleus indiens et pakistanais. En conclusion, elle fait état d'une très faible « interopérabilité diagonale » qui est le résultat de paternalisme, d'opportunisme et d'une profonde méfiance mutuelle qui expliquent l'efficacité extrêmement limitée de cette coopération.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

ASIE DU SUD

Thomas F. LYNCH et James J. PRZYSTUP, « [India-Japan Strategic Cooperation and Implications for U.S. Strategy in the Indo-Asia-Pacific Region](#) », *Strategic Perspectives*, 24, mars 2017.

La National Defense University, *think-tank* conservateur américain bien connu, consacre l'intégralité du numéro 24 de sa revue *Strategic Perspectives* à l'étude de l'intensification du rapprochement diplomatique nippon-indien. Thomas LYNCH et James PRZYSTUP reviennent sur l'historique des relations Inde-Japon avant d'analyser les différentes dimensions du rapprochement entre les deux pays : économique, politique et sécuritaire. La dernière partie de leur travail s'intéresse en particulier au rôle central joué par Washington dans ce rapprochement. Les auteurs soutiennent que ce processus revêt une importance stratégique particulière pour les États-

Unis et leurs intérêts sécuritaires en Asie-Pacifique. Ils recommandent ainsi à l'administration TRUMP de « faire tout son possible » pour favoriser l'intensification de la coopération entre les deux pays, qui ne doit cependant pas être vue comme un substitut mais comme un complément à la présence américaine dans la région.

Léa DEBRAUX

Assistante de recherche

Small Wars & Insurgencies, 28:1, 2017, 265 p.

Ce numéro spécial porte sur les principales insurrections politiques et mouvements extrémistes religieux qui secouent la région de l'Asie du Sud, et plus précisément l'Inde, l'Afghanistan, le Pakistan, le Sri Lanka, le Népal et le Bangladesh. Les différents articles développés dans ce numéro permettent d'approfondir les causes politiques de la déstabilisation des différents pays de la péninsule sud-asiatique. Ils interrogent également la pertinence des politiques de contre-insurrection mises en œuvre par les différents États concernés. Au-delà des questions proprement sud-asiatiques qu'ils abordent, ces articles permettent d'approfondir la problématique de la place de l'État dans les nouvelles formes de guerre au XXI^e siècle.

Mélissa LEVAILLANT

Chercheur Sous-continent indien

EUROPE DE L'EST

Marlène LARUELLE, « [Putin's Regime and the Ideological Market: A Difficult Balancing Game](#) », *Carnegie Endowment for International Peace*, 16 mars 2016.

Spécialiste du nationalisme russe, l'auteur explore le corpus idéologique du Kremlin. Allant à contre-courant d'une idée répandue, elle montre que le régime russe n'est pas monolithique, ni doté d'une idéologie d'État figée, mais qu'il s'attache au contraire à diversifier son offre idéologique pour répondre à différents fragments de la société. L'administration présidentielle privilégie le discours conservateur, considéré comme fédérateur, au discours nationaliste, porteur de divisions. Elle puise dans plusieurs registres doctrinaux, entretenant la nostalgie soviétique, tout en faisant appel au répertoire de la Russie tsariste. La référence au nationalisme russe est moins affirmée car elle risquerait d'aviver l'ethno-nationalisme des minorités ethniques et de favoriser la structuration d'une opposition nationaliste radicale. L'idéologie semble ainsi revêtir une fonction

instrumentale : elle offre une source de légitimité et contribue à préserver le statu quo politique.

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

PENSÉE STRATÉGIQUE

Louis RENÉ BERES, « [How Likely is an irrational US Presidential Order to Use Nuclear Weapons ?](#) », *BESA Center Perspective Paper*, 417, 5 mars 2017.

Le professeur émérite israélien Louis RENE BERES vient de publier une courte et percutante note de recherche intitulée « How Likely is an Irrational US Presidential Order to Use Nuclear Weapons? » Convoquant les exemples passés, le professeur BERES estime que Donald TRUMP verra sa détermination testée par les Nord-Coréens, les Chinois et les Russes. L'auteur met en exergue la nécessité pour un président américain nouvellement élu de comprendre et maîtriser rapidement les règles de ce jeu complexe, afin d'être capable d'évaluer avec précision le rapport de force. Pour lui, c'est justement là que réside la principale faiblesse d'un président trop sûr de lui qui ne s'en remettrait qu'à son instinct. Le risque majeur serait alors de voir Donald TRUMP ne pas réagir à une provocation qu'il estime ne pas menacer directement ses intérêts, encourageant ainsi un État provocateur, sûr de son impunité, à pousser son avantage et créer une situation d'escalade nucléaire qui devienne incontrôlable, par simple erreur de calcul ou d'interprétation.

Pierre RAZOUX

*Directeur de recherche du domaine
« Questions régionales Nord »*

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



L'Extase totale. Le III^e Reich, les Allemands et la drogue

Norman OHLER, La Découverte, 2016, 255 p.

Les liens entre la pratique de la guerre et la consommation de drogues sont anciens mais toujours renouvelés alors même que le « Captagon » se diffuse parmi les combattants du conflit syrien. *L'Extase totale. Le III^e Reich, les Allemands et la drogue*, récemment publié en France avec la postface d'Hans MOMMSEN, apporte un éclairage historique sur ces relations tout en élargissant la perspective.

D'emblée, le journaliste Norman OHLER assume son ambition. Si les innombrables travaux laissent à penser que le régime nazi est bien connu, un angle mort subsiste pourtant : la manière dont les stupéfiants l'ont influencé. Afin de le combler, l'ouvrage commence par une présentation de l'émergence de la consommation de drogue en Allemagne jusqu'à la création de la pervitine (I), « pilule du courage » présentée comme l'une des clefs du Blitzkrieg (II). OHLER se concentre ensuite sur les effets de la consommation de drogues d'Adolf HITLER et des soldats pendant la guerre (III). Enfin, sont décrites les « dernières débauches », véritable fuite en avant du Führer et de responsables de son armée jusqu'à la défaite (IV).

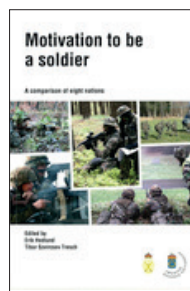
Le lien étroit entre la drogue et la société allemande date du XIX^e siècle, s'appuie sur les usines pharmacologiques et se renforce jusqu'à l'arrivée des nazis au pouvoir. Ces derniers interdisent dans un premier temps la consommation de stupéfiants au moyen d'une biopolitique fondée sur la délation et l'enfermement des consommateurs. En 1937, les usines Temmler déposent pourtant le brevet de la pervitine (métamphétamine) qui, parce qu'elle augmente l'énergie et la confiance en soi, apparaît rapidement comme la pilule indispensable aux ambitions du régime. C'est le moment où les choses basculent : la Wehrmacht passe une commande gigantesque – 35 millions de doses.

Dans le même temps, les drogues pénètrent le quotidien d'Adolf HITLER et se révèlent indispensables à sa surcharge d'activité. Peu de biographes du Führer citent le rôle du Dr Theodor MORELL et en explicitent l'importance. Le mérite d'*Extase totale* est justement de décrire

cette relation de dépendance mutuelle qui s'est tissée entre le médecin et le patient. Pour autant, le livre ne dédouane absolument pas ce dernier. Au contraire, il raconte avec acuité la manière dont les drogues ont contribué à cimenter des idées et des plans déjà bien ancrés. Pris à dessein, les psychotropes ont empêché un quelconque infléchissement, conformément au principe de *l'actio libera in causa*.

Les questions que le livre contribue à soulever sont donc passionnantes. On peut toutefois regretter une tendance à l'exagération – certains cadres du parti sont présentés comme de véritables « accros » – et la difficulté que rencontre l'auteur à dresser une vue d'ensemble. Pour autant, les nombreux exemples qui diluent le propos traduisent une documentation impressionnante. Quant à la polémique du sujet, elle ne fait que confirmer l'originalité de l'angle et n'élude pas l'intérêt de ce portrait d'une société obsédée par la performance.

Étienne DIGNAT
Assistant de recherche



Motivation to be a Soldier. A Comparison of Eight Nations

Erik HEDLUNG, Tibor SZVIRCSEV TRESCH (eds.), Swedish Defence University, 2017, 135 p.

Cet ouvrage rend compte d'une étude comparative internationale lancée par un chercheur de la Swedish Defence

University en 2010, l'année où la Suède abandonnait la conscription. Elle est publiée au moment où le pays a décidé de réinstaurer en partie le service militaire, faute de recrues.

Un échantillon d'un peu plus de 3 000 militaires répartis sur les huit pays concernés par l'enquête a été interrogé sur différentes facettes de la motivation à devenir militaire et sur la satisfaction à l'égard de la formation reçue.

Le grand intérêt de cette enquête, réalisée entre 2011 et 2012, est de nous livrer les perceptions de jeunes soldats incorporés autant dans des armées professionnelles (Belgique, France, Japon, Pologne, Suède) que dans des armées composées en partie, ou en totalité, de conscrits (Suisse, Taïwan, Turquie).

Une conclusion s'impose à la lecture des résultats : les jeunes engagés volontaires sont plus motivés et plus satisfaits que les jeunes conscrits. Dans les pays qui ont encore un service militaire, les jeunes recrues ont des

niveaux d'attente nettement plus faibles à l'égard de ce qu'ils pensent pouvoir apprendre durant leur période de formation que ceux des pays avec des armées professionnelles et sont dans l'ensemble beaucoup moins motivés.

Le rôle du commandement de proximité semble essentiel dans le degré de satisfaction éprouvé par rapport à la formation militaire reçue. Le choix des chefs de section et des instructeurs est donc primordial afin de ne pas décourager les jeunes.

À cela s'ajoute un autre facteur : les armées professionnalisées qui envoient leurs troupes en OPEX ont des scores plus positifs en matière de motivation et de satisfaction parce qu'elles offrent des possibilités d'accomplissement bien plus diversifiées et valorisantes.

Barbara JANKOWSKI

Chercheur Sociologie des forces armées



La Pensée stratégique contemporaine

François GÉRÉ, Economica, 2017, 160 p.

Un lieu, un temps : la France post Seconde Guerre mondiale. Un élément perturbateur : l'irruption de l'arme atomique dans le paysage stratégique. Cinq personnages principaux :

les théoriciens de la stratégie moderne et de sa nouvelle pierre de touche. Biographe et philologue, GÉRÉ observe chronologiquement leurs méthodes, filiations et concepts.

L'auteur veut déceler chez DE LATTRE, « père fondateur », les prémisses d'une stratégie adaptée à la « révolution copernicienne » du nucléaire. Ses héritiers s'« imprégneraient intellectuellement » de sa préférence de la « foudre » au « canon », de l'idée qu'il est nécessaire de se constituer en « puissance psychologique » et d'un lexique de la stratégie comme « totalité ».

Du chef d'état-major des armées AILLERET, on présente le cas unique d'un « technicien de l'atome », aux commandes du dispositif décisionnel. Le général « ingénieur » se fonde sur une étude technique des armements conventionnels pour montrer la rupture irréversible du nucléaire, inaugurant l'impossibilité d'une grande guerre, conditionnant l'échiquier géopolitique à la possession de l'arme, et ôtant au champ de bataille son caractère terrestre. La dissuasion française se fonde sur la non-intégration aux forces de l'OTAN et le non-em-

ploi du nucléaire sur le sol européen, non par anti-américanisme mais selon l'idée que le nucléaire joue un rôle primordial dans la paix mondiale sans pour autant se confondre avec elle.

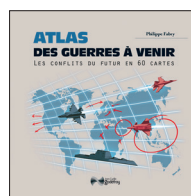
BEAUFRE se distingue par un arsenal de définitions, dans lequel il est montré que la stabilité n'est pas une fin en soi et qu'elle est surtout le champ de la stratégie indirecte, où le recours à la guerre révolutionnaire est notamment un fait majeur.

GALLOIS, polémiste, homme de médias critique à l'égard de la Défense française, est dépeint comme le premier à donner sa forme achevée d'« objet-citoyen » à la dissuasion. Il innove en affirmant l'incompatibilité entre dissuasion autonome et alliances, qu'il justifie par le « pouvoir égalisateur de l'atome » et la proportionnalité existant entre dissuasion et valeur de l'enjeu pour l'agresseur. La démonstration s'assied sur le concept de la relation dynamique entre l'offensive comme « surprise » et la défensive comme « dilution », ainsi que sur la capacité d'endurance politico-psychologique.

Enfin, POIRIER pense en épistémologue, poète, probabiliste et historien, avec un degré d'abstraction justifié par le fait que le nucléaire consacre la « stratégie du virtuel ». Il dénonce l'euphémisme de la notion de crises et l'occidentalo-centrisme, notant que la dissuasion, après 1989, doit laisser place à l'attente stratégique. Sa « stratégothèque » observe la tension entre l'école de CLAUSEWITZ et l'approche indirecte de Liddell HART, pour rationaliser et soumettre au mieux au politique la notion de violence armée organisée (VAO), tout en se méfiant d'une « grande stratégie », apanage des régimes totalitaires, et en mettant au centre l'inclusion de l'« Autre », dit « Adversaire-Partenaire ».

Bertrand PERRIN

Assistant de recherche



Atlas des guerres à venir. Les conflits du futur en 60 cartes

Philippe FABRY, Jean-Cyrille Godefroy, 2017, 125 p.

Un ovni. Philippe FABRY, historien du droit, nous livre un essai étonnant de prospective polémologique sur les conflits à venir dans le premier quart du XXI^e siècle. Blogueur, essayiste, chargé d'enseignement à l'université Toulouse 1 Capitole, l'auteur est féru d'histoire antique. Son livre, *Rome, du libéralisme au socialisme. Leçon antique pour notre temps*, lui avait valu en 2014 le prix Turgot du jeune

talent. Appliquant sa théorie de ce qu'il appelle l'Historionomie (mise en évidence de cycles historiques longs, répétitifs et interactifs), Philippe FABRY convoque l'histoire des grands empires occidentaux pour tenter d'identifier les lignes de force des conflits à venir. Ses travaux ne sont pas sans rappeler ceux de Philippe RICHARDOT sur l'évolution des empires. En une centaine de pages, l'auteur s'interroge sur l'interaction des ambitions américaine, russe, chinoise, turque, iranienne et djihadiste. Il brosse à grands traits, en cinq parties successives, ce que pourrait être une Troisième Guerre mondiale qui débiterait entre la Chine et l'Inde pour se poursuivre en Europe et au Moyen-Orient. Pour lui, cette « Première guerre civile mondiale » s'achèverait au bout de cinq ans par une victoire globale des États-Unis et de la Turquie, suivie du démembrement de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Bien évidemment, la démonstration est d'autant plus contestable et sujette à critiques que la démarche de l'auteur souffre de nombreuses failles historiographiques, méthodologiques, scientifiques et philosophiques (le déterminisme historique reste un concept très controversé, tout comme la mise en équation de l'histoire). À l'inverse des travaux prospectifs de Jacques ATTALI, Philippe FABRY se concentre sur les seules données démographiques, géographiques et militaires, ignorant les dimensions sociétales, politiques, psychologiques et économiques des acteurs étudiés. S'il connaît bien l'histoire occidentale, il ne maîtrise manifestement ni celle de l'Asie ni celle du Moyen-Orient, ce qui l'amène à des postures erronées qui biaisent sa démonstration. Sa description détaillée de ce que pourrait être une guerre entre la Russie et l'OTAN (cartes à l'appui) est en revanche très intéressante, tout comme sa démonstration visant à convaincre le lecteur que l'Occident – et tout particulièrement l'Europe – se trouve aujourd'hui à la fin d'un cycle et à la veille d'importantes ruptures impactant l'art de la guerre. Au bilan, un ouvrage stimulant à lire avec la prudence et le recul nécessaires.

Pierre RAZOUX

**Directeur de recherche du domaine
« Questions régionales Nord »**

À VENIR

À VOS AGENDAS :

- 18 avril** : Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie* de Jean-Vincent HOLEINDRE à l'École militaire.
- 26 avril** : Séminaire « Jeunes Chercheurs » avec Bertrand BADIE à l'École militaire.
- 27 avril** : Conférence avec *Friends of Europe* à l'École militaire.
- 8 juin** : Colloque sur la Chine à l'École militaire.
- 9 juin** : Colloque sur l'OTAN à l'École militaire.